# COP 24 - Le Brésil renonce à la COP25

Avec la sortie des Etats-Unis en juin 2017, puis de l'Australie qui en août 2018 a refusé d'inscrire dans la loi ses objectifs, le Président Jair Bolsonaro, en fonction depuis janvier 2019, a déjà renoncé à organiser la COP25 comme son pays s'y était engagé. Pour ce climato-négationniste, le changement climatique est un « *complot de l'ONU* » pour déposséder le Brésil de l'Amazonie et pour empêcher le développement des pays du Sud. Depuis son élection, Bolsonaro multiplie les annonces inquiétantes comme la déforestation de la forêt amazonienne, poumon de la planète, et il menace toujours de se retirer de l'Accord de Paris s'il n'obtient pas une totale souveraineté en matière de politique environnementale sur l'Amazonie.

Tous les progrès observés depuis 2005 en ce qui concerne les émissions de GES se sont arrêtés. Le pays ne chercherait plus à réduire ses émissions, notamment celles dues à la déforestation de l'Amazonie, qui est pour le pays une source de GES plus importante que la combustion des énergies fossiles.

**La décision de ne plus organiser la COP25 *« n'est pas seulement une opportunité manquée de montrer que le Brésil est un important leader au sujet des changements climatiques, c'est une démonstration claire de la vision du nouveau président Jair Bolsonaro sur l'environnement »*, a commenté Fabiana Alves, porte-parole de Greenpeace au Brésil, dans un communiqué.**

Cette annulation a donné un très mauvais signal à la Cop24 au moment où la société brésilienne se mobilise pour lutter contre les changements climatiques. Les associations écologiques et les peuples autochtones sont très inquiets sur l'avenir de la forêt amazonienne. Ils craignent :

- une explosion de la déforestation ;
- une facilitation de l'utilisation des pesticides ;
- une alliance affirmée avec les lobbies de l'agroalimentaire (le ministère de l'environnement, éliminé, a été fondu dans le ministère de l'agriculture tenu par le lobby du bœuf) ;
- l'élimination des licences environnementales et le dénigrement des militants écologistes (certaines ONGs , telles que WWF et Greenpeace pourraient être interdites dans le pays) ;
- une menace sur les peuples amérindiens, voire un génocide.

Ainsi, un projet d'autoroute pavée sera lancé à travers l'Amazonie et plusieurs territoires autochtones seront ouverts à l'exploitation minière, avec l'octroi de nouveaux permis d'exploitation. Des bûcherons, des mineurs, des accapareurs de terres ainsi que de grands propriétaires terriens des Etats ruraux du centre ouest attendent avidement que tombent toutes les législations environnementales et pro-indigènes.

***Les principales mesures climatiques que le Brésil devrait prendre… et que le pays a stoppées :***

- Le Brésil doit absolument protéger la plus grande forêt tropicale humide de la planète compte tenu du rôle clé quelle joue dans la captation du CO2 (service écologique) ;
- Le Brésil doit respecter les minorités et les peuples autochtones qui vivent et qui entretiennent la forêt. 13 % du territoire brésilien est constitué de terres indigènes reconnues, la plupart situées en Amazonie. Ces réserves constituent un rempart contre la destruction de la forêt, seulement 2 % de la déforestation de la forêt tropicale humide ayant eu lieu à l'intérieur du territoire autochtone ;
- Le Brésil doit renforcer la loi qui protège les droits des peuples natifs. L'article 231 de la Constitution de 1988 dispose ainsi qu'ils ont *« des droits originaux sur les terres qu'ils occupent traditionnellement »*, bien que ces terres appartiennent à l'État et qu'ils n'aient aucun droit de propriété sur les minéraux ;
- La société civile doit s'indigner au niveau international contre la dérive dictatoriale de Bolsonaro (sources Reporterre)